

# La dynamique des classes moyennes

DÉCLIN AU NORD, ESSOR AU SUD

PAR JULIEN DAMON <sup>1</sup>

*En France, le spectre du déclassement social fait régulièrement la une de l'actualité. Qu'il corresponde à la réalité ou ne soit que le reflet d'une crainte légitime, le sentiment de vivre moins bien que la génération antérieure concernait un Français sur quatre en 2015 selon l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). Et parmi les plus préoccupés par ces questions, se trouvent ceux appartenant à la classe dite moyenne, qui ont le sentiment de redescendre dans l'échelle sociale. Quelle est la part de vérité dans ce ressenti ? La classe moyenne est-elle en recul en France et, plus généralement, dans les pays développés ? Qu'en est-il à l'échelle mondiale ; de quelles données chiffrées disposons-nous sur le sujet ?*

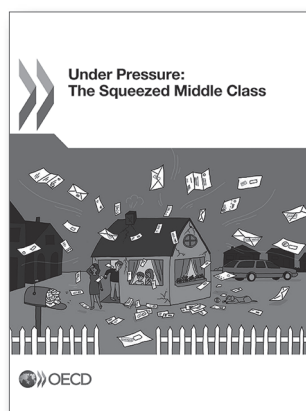
*Julien Damon, s'appuyant sur des travaux récents de l'OCDE, propose ici une analyse de la dynamique des classes moyennes à l'échelle mondiale, montrant qu'elles tendent à se contracter dans les pays développés mais à croître dans les pays émergents. Il souligne surtout qu'elles ne recouvrent pas la même réalité économique partout. Ainsi, dans le contexte d'une polarisation accrue de l'emploi et d'une augmentation du coût de la vie, les classes moyennes occidentales se trouvent de plus en plus sous tension ; et cette situation porte en germe des risques sociaux et politiques majeurs. S.D. ■*

---

1. Professeur associé à Sciences Po Paris, consultant et ancien chef du service Questions sociales au Centre d'analyse stratégique, conseiller scientifique de l'École nationale supérieure de la sécurité sociale, membre du comité de rédaction de *Futuribles* et conseiller scientifique de *Futuribles International*. Cet article a été initialement publié par *Futuribles International* sous le titre « Déstabilisation des classes moyennes et ébranlement social général », *Analyse prospective*, n° 229, 8 juillet 2019. URL : <https://www.futuribles.com/fr/document/destabilisation-des-classes-moyennes-et-ebbranlemen/>. Consulté le 9 juillet 2019.

Les classes moyennes font l'actualité depuis des années. Les tendances les affectant amènent souvent à évoquer et déplorer leur explosion et leur disparition dans les pays riches <sup>2</sup>. Parallèlement, éclosent des classes moyennes dans les pays en développement <sup>3</sup>. Si des exagérations sont repérables, tant dans la déploration de leur affaiblissement dans les pays développés que dans la célébration de leur affirmation dans les pays pauvres, les données et perspectives n'en restent pas moins nettes. Ni explosion ni disparition, du côté du monde développé, mais rétractation et attrition. C'est ce que confirme un récent ouvrage publié par l'OCDE <sup>4</sup>, proposant, sous le titre « une classe moyenne sous pression », un point des connaissances comparatives contemporaines et des anxiétés attachées à cette transformation majeure de la stratification sociale. Pour l'organisation internationale, « club de pays majoritairement riches » (comme aime à la présenter *The Economist*), la classe moyenne est « un rêve de plus en plus inaccessible ». Aujourd'hui, selon les termes de l'OCDE, « la classe moyenne ressemble de plus en plus à un bateau dans la tempête ». Ce qui se dessine, dans la grande majorité des pays membres de l'OCDE, c'est une polarisation grandissante.

Ces constats, valables en moyenne pour les pays de l'OCDE, se vérifient en France, mais avec une intensité significativement moindre que pour les autres membres de l'organisation. En France, la classe moyenne semble se consolider au centre de la distribution des revenus. Elle s'étend, mais ses tensions et fragilités sont les mêmes qu'ailleurs. On ne traitera pas ici, dans le détail, de la situation française, mais des informations, analyses et préoccupations pour l'avenir dans la zone OCDE.



## De quoi parle-t-on ? De quoi parle l'OCDE ?

L'OCDE s'intéresse de plus en plus, dans le cadre de son initiative « Pour une croissance inclusive », à l'évolution des inégalités de revenus et d'opportunités, à la mobilité sociale et à la pauvreté. Le sujet des classes moyennes est l'un de ceux sur lesquels l'institution se penche.

2. Voir, par exemple, GUILLUY Christophe, *No Society. La fin de la classe moyenne occidentale*, Paris : Flammarion, 2018 (analysé in *Futuribles*, n° 430, mai-juin 2019, p. 127-129 [NDLR]).

3. On se permet de renvoyer, pour les dynamiques et définitions, à DAMON Julien, *Les Classes moyennes*, Paris : Presses universitaires de France (Que sais-je ?), 2013, et, précisément, sur les classes moyennes émergentes, à DAMON Julien, *Le Marché des classes moyennes dans les pays émergents*, Paris : Eyrolles / Chambre du commerce et de l'industrie de Paris, 2014. Pour une synthèse, sous forme de graphiques, voir encadré ci-après.

4. OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), *Under Pressure: The Squeezed Middle Class*, Paris : OCDE, 2019. Traduction française en juin 2019 sous le titre *Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse*.

Ses experts traitent le plus souvent de la classe moyenne au singulier, en tant que groupe socio-économique afin de mettre en évidence les pressions croissantes qui pèsent sur cette catégorie centrale de la population. Les auteurs du rapport constatent que la classe moyenne est « sous pression », en ce sens que la part des personnes appartenant à la catégorie des revenus intermédiaires a diminué au fil du temps, notamment chez les nouvelles générations, et que le coût d'un mode de vie typique de la classe moyenne augmente plus rapidement que ces revenus intermédiaires eux-mêmes.

Ces revenus « intermédiaires » sont appréciés, par l'OCDE, dans une fourchette qui va de 75 % à 200 % du revenu national médian <sup>5</sup>. Pour le plancher de la classe moyenne, on se trouve significativement au-dessus du seuil de pauvreté, très souvent fixé à 60 % ou 50 % du revenu national médian. Pour certaines des analyses, plus fines, la catégorie des revenus intermédiaires est subdivisée

**Tableau 1 — Les seuils de revenu intermédiaire en 2016 (en dollars US)**

	Seuil inférieur (75 % du revenu médian)	Seuil supérieur (200 % du revenu médian)
Luxembourg	26 500	71 000
États-Unis	23 500	62 500
Danemark	20 000	53 000
France	18 000	48 500
Royaume-Uni	16 000	42 000
Italie	12 000	32 500
Hongrie	9 000	23 000
Mexique	4 000	10 000

*Note* : les catégories sont définies en fonction du revenu disponible équivalent du ménage, c'est-à-dire du revenu total du ménage, après impôts, corrigé en fonction de la taille du ménage. Valeurs en dollars US, corrigées des différences internationales en parité de pouvoir d'achat de 2010.

*Source* : OCDE.

en trois groupes : les revenus intermédiaires inférieurs (soit 75 %-100 % du revenu médian), les revenus intermédiaires centraux (soit 100 %-150 % du revenu médian) et les revenus intermédiaires supérieurs (soit 150 %-200 % du revenu médian). La population des ménages dont le revenu est inférieur à 75 % du revenu médian correspond à la « catégorie des revenus inférieurs » tandis que celle des ménages dont le revenu est supérieur à 200 % du revenu médian correspond à la « catégorie des revenus supérieurs ». Les indicateurs de la classe moyenne fondés sur les revenus médians permettent d'établir des comparaisons internationales relativement stables. Le classement des pays varie en effet peu lorsque l'on utilise différents seuils fondés sur des parts du revenu médian.

En termes réels, ces seuils de revenu intermédiaire (75 %-200 % du revenu médian donc) varient beaucoup d'un pays de l'OCDE à l'autre. Une personne seule doit disposer d'un revenu annuel compris entre 3 800 et 10 000 dollars US au Mexique, et entre 26 500 et 70 600 dollars US au Luxembourg, pour faire partie de la classe moyenne. Cependant, la plupart des ménages à revenu intermédiaire de tel pays de l'OCDE seraient également considérés comme des ménages à revenu intermédiaire dans tel autre

5. Pour mémoire, le revenu médian est celui qui divise la population en deux parties égales : 50 % de la population a un revenu supérieur ; 50 %, un revenu inférieur (NDLR).

## QUATRE SCHÉMAS DE REPRÉSENTATION DES CLASSES MOYENNES

Les définitions et délimitations des classes moyennes sont légion. Au-delà des débats spécialisés, la tendance est incontestablement à une moyennisation des pays émergents (avec affirmation de leurs classes moyennes) et à une relative « démoynnisation » dans les pays riches (avec déstabilisation de leurs classes moyennes). Des représentations graphiques simples permettent de rendre compte des situations, et des évolutions à l'œuvre.

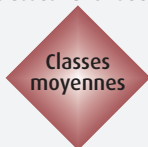
De manière schématique, on peut trouver dans la littérature quatre représentations habituelles des classes moyennes. Celles-ci ne se comprennent que dans le cadre d'une stratification sociale, c'est-à-dire en les différen-

çant, d'une part, des classes supérieures ou « favorisées », et, d'autre part, des classes inférieures ou « défavorisées ». Ces quatre schémas autorisent quelques commentaires sur la situation contemporaine des classes moyennes et les dynamiques qui les affectent, d'une part dans les pays traditionnellement développés et, d'autre part, dans les pays émergents. Les classes moyennes occidentales sont représentées, par des experts optimistes, sous forme de montgolfière, ou, par des experts pessimistes, sous forme de sablier. Pour les classes moyennes émergentes, c'est l'image de la pyramide qui prévaut.

J.D.

### Le diamant

Classes favorisées



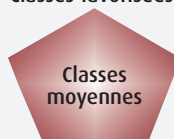
Classes défavorisées

Le graphique en forme de diamant, ou plus précisément de carré posé sur l'un de ses pieds, est plus un projet qu'une réalité. C'est celui d'une société équilibrée, avec une classe moyenne très garnie, avec une élite et une population pauvre, toutes deux très réduites. C'est l'incarnation ou l'interprétation métaphorique de toutes les philosophies (d'Aristote à Tocqueville) qui ont insisté sur l'importance de ces classes moyennes pour une vie politique saine. L'illustration est celle de sociétés idéalisées avec une tripartition équilibrée.

La métaphore et le graphique en forme de montgolfière dessinent une classe moyenne centrale et ascendante, avec une classe aisée peu importante et des catégories pauvres réduites. L'image est celle d'un progrès commun, entraîné par le dynamisme des classes moyennes. L'illustration typique est celle des sociétés occidentales « moyennisées » au cours des Trente Glorieuses, avec ascension des classes moyennes. La plupart des pays de l'OCDE, même s'ils sont affectés conjoncturellement par la pauvreté et structurellement par la crise de leurs classes moyennes, ressemblent à cette montgolfière, même si celle-ci monte moins vite.

### La montgolfière

Classes favorisées



Classes défavorisées

### Le sablier

Classes favorisées

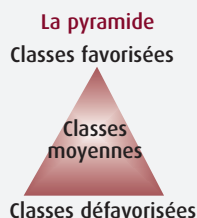


Classes défavorisées

Le sablier est une métaphore de l'érosion des classes moyennes, avec une classe moyenne disloquée par enrichissement de sa strate supérieure et appauvrissement de sa classe inférieure. C'est l'image, commune maintenant en Occident, d'un effondrement progressif. La mort des classes moyennes serait contenue dans les réalités amenées par la société postindustrielle. Tout ce qui est milieu et moyen s'effacerait du fait de la nouvelle révolution industrielle, de l'écrasement des hiérarchies, de l'éclatement de la production entre haut et bas de gamme, abandonnant précisément tout ce qui se situe au milieu. Alors que l'image, établie rétrospectivement, de la montgolfière signale une élévation collective, celle du sablier annonce une progressive décrépitude, associée à une dualisation.

C'est surtout la promesse d'ascension sociale qui vient faire défaut.

Outil classique de la représentation démographique des âges, la pyramide est également utile pour représenter une stratification sociale. On y trouve une élite très réduite, des populations pauvres très larges, et une classe moyenne qui, pour être centrale dans la pyramide, n'est pas forcément de grande taille. On trouve là typiquement les pays émergents, avec des classes moyennes naissantes. La logique de marché est celle du luxe pour le segment restreint (mais à fort pouvoir d'achat) des classes favorisées, du BOP (*bottom of the pyramid*) pour les moins favorisés qui peuvent accéder à la consommation, et une question spécifique pour ces classes moyennes à satisfaire non par le luxe qu'elles ne peuvent pas encore s'offrir, ni par les produits et services de base dont elles disposent déjà.



Source : DAMON Julien, « Quatre schémas de représentation des classes moyennes », *Note de veille*, 27 juin 2014, Futuribles, International. URL : <https://www.futuribles.com/fr/article/quatre-schemas-de-representation-des-classes-moyen/>. Consulté le 8 juillet 2019.

pays de l'OCDE. Avec un revenu de 23 000 dollars US, par exemple, les personnes appartiendraient à la classe moyenne dans 25 des 35 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données.

## Des classes moyennes encore largement majoritaires

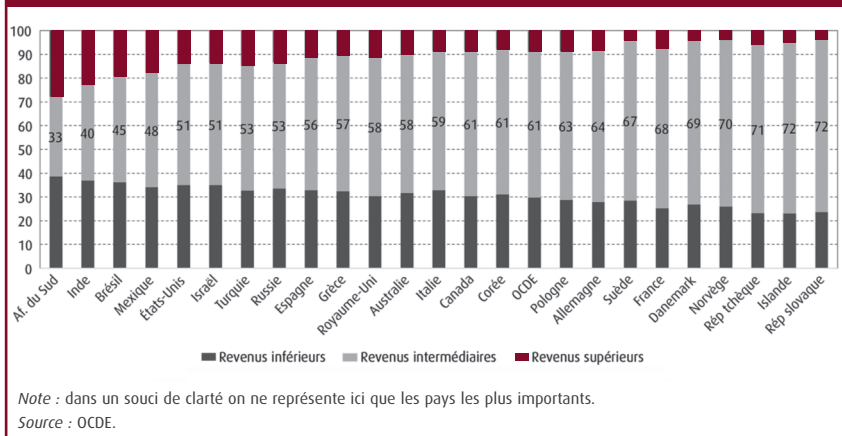
Qui fait partie de la classe moyenne ? Contre l'idée d'un total éclatement de la classe moyenne, il faut souligner, avec l'OCDE, que dans tous les pays de l'OCDE sauf l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil et le Mexique (quatre des très rares pays dits en développement membres de l'OCDE), les classes moyennes sont objectivement majoritaires.

Au sens de catégorie de revenus intermédiaires, 61 % des habitants de la zone OCDE appartiennent à la classe moyenne. La France, avec 68 % de personnes vivant dans ces ménages, compte parmi les pays où la classe moyenne est la plus étendue.

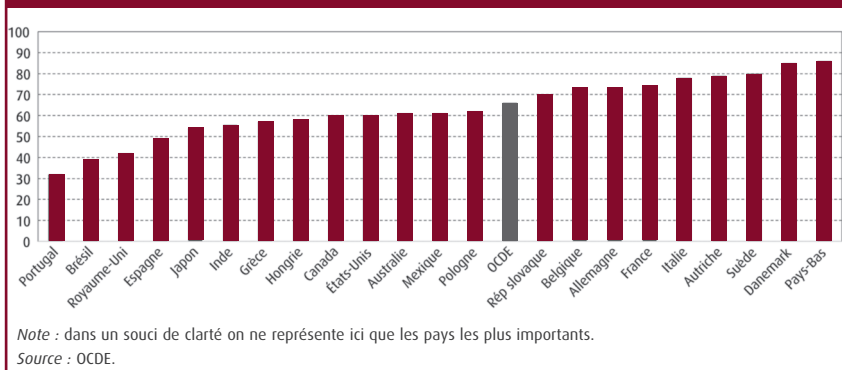
Les chiffres et les évolutions sont fonction de la convention statistique établie pour définir la classe moyenne, avec un plafond assez bas (75 % du revenu médian) et, surtout, un plafond assez haut (200 % du revenu médian). Avec des fourchettes plus resserrées, les tendances pourraient être modifiées, mais à la marge. De toutes les manières, ce qu'apporte l'OCDE, c'est une comparaison internationale dont les grandes leçons ne changeraient pas vraiment si les intervalles d'appartenance à la classe moyenne étaient modifiés.

Sur le plan du sentiment d'appartenance, la majorité des habitants des pays de l'OCDE — en moyenne environ deux tiers de la population — se considèrent comme appartenant à la classe moyenne. Cette auto-identification est la plus élevée dans les pays nordiques, aux Pays-Bas, au Luxembourg et

**Graphique 1 — Répartition de la population de différents pays de l'OCDE selon leur niveau de revenu en 2014 (en %)**



**Graphique 2 — Part des personnes estimant appartenir à la classe moyenne en 2017 (en %)**



en Suisse, où quatre personnes sur cinq pensent faire partie de la classe moyenne. En revanche, seulement deux personnes sur cinq ou moins s'identifient comme appartenant à la classe moyenne au Portugal, au Brésil, au Chili et au Royaume-Uni. Les trois quarts des Français s'estiment encore appartenir à cette catégorie centrale.

Beaucoup de gens s'identifient comme appartenant à la classe moyenne sans tenir compte de leur propre situation objective. Ce biais d'identification semble particulièrement fréquent en Italie, au Mexique et en Inde, ainsi que dans les pays où une grande partie de la population se considère comme appartenant à la classe moyenne.

Les proportions que prend cette auto-identification à la classe moyenne ne sont donc qu'approximativement liées à la part des ménages effectivement à revenu intermédiaire dans les pays.

## Déclassement social et dégradation identitaire

Majoritaires en termes d'auto-identification et de stratification sociale objective, les classes moyennes n'en connaissent pas moins un processus de rétrécissement. La dynamique est nettement à la rétraction. S'il faut un chiffre moyen concernant l'ensemble des pays de l'OCDE, notons que la part des personnes vivant dans des ménages à revenu intermédiaire est passée de 64 % à 61 % entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 2010. Cette baisse a été progressive, d'un point de pourcentage environ par décennie. Elle s'est accompagnée d'une expansion correspondante de la catégorie des revenus inférieurs et de la catégorie des revenus supérieurs.

Pour le dire de façon ramassée, chaque décennie, 1 % de la population cesse d'appartenir aux classes moyennes. Un tiers des foyers partent vers les hauts revenus, les deux tiers tombent dans les revenus inférieurs<sup>6</sup>. La France se distingue ici car la classe moyenne s'est étendue, passant, en une trentaine d'années, de 65 % à 68 % de la population. La France a ainsi « gagné » 3 points de classe moyenne, quand la Suède en perdait 7, l'Allemagne 5, les États-Unis 4, les Pays-Bas 2. Une raison importante à cette stabilité française, plutôt originale dans le concert des nations de l'OCDE, tient à la densité de son système de protection sociale. Celui-ci, par les aides sociales, les prestations de sécurité sociale et les crédits d'impôt, influe substantiellement sur les niveaux de vie, en particulier autour des revenus intermédiaires.

Toujours en termes objectifs, les revenus intermédiaires ont, sur trois décennies, à peine augmenté dans de nombreux pays de l'OCDE. Plus important peut-être : les coûts de certains composants essentiels du mode de vie typique de la classe moyenne, tels que le logement et l'enseignement supérieur, ont augmenté plus rapidement que le revenu. Si le niveau de vie, statistiquement observé, a légèrement augmenté, le pouvoir d'achat, lui, a été bridé. De plus, la précarité de l'emploi s'est aggravée dans un contexte de mutation rapide du marché du travail.

Sur le plan identitaire, les tendances sont peut-être plus graves encore. Pour l'OCDE, la classe moyenne représente une aspiration ; une aspiration satisfaite pour les anciennes générations des Trente Glorieuses, une aspiration déçue pour les générations actuelles. Appartenir à la classe moyenne, cela signifiait l'assurance de vivre dans une maison confortable et d'avoir un style de vie satisfaisant, grâce à un emploi stable assorti de perspectives de carrière. Dans une perspective générationnelle, appartenir à la classe moyenne c'était aussi une base à partir de laquelle les familles aspiraient à un avenir encore meilleur pour leurs enfants. Pour l'OCDE, inquiète, certains signes

6. Pour cette synthèse, voir l'éditorial de Jean-Marc Vittori, commentant notamment le rapport de l'OCDE, « Pourquoi et comment sauver les classes moyennes », *Les Échos*, 16 avril 2019. URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/pourquoi-et-comment-sauver-les-classes-moyennes-1009706>. Consulté le 21 juin 2019.

indiquent aujourd'hui que ce fondement des démocraties et de la croissance économique n'est plus aussi stable que par le passé.

L'incertitude croissante découle du fait que les possibilités de gravir les échelons pour les personnes de la classe moyenne et leurs enfants sont moins nombreuses que par le passé et que les risques de déclassement sont plus élevés. La mobilité sociale semble grippée. Niveau d'instruction, situation au regard de l'emploi, revenus et même état de santé sont très persistants d'une génération à l'autre.

## ***Polarisation des emplois***

Les perspectives professionnelles de nombreux travailleurs de la classe moyenne semblent bien incertaines. Les phénomènes de ces 20 dernières années, à savoir la mondialisation et, surtout, l'évolution rapide des technologies ainsi que le vieillissement de la population ont entraîné une polarisation de l'emploi. Cette évolution vers des emplois non routiniers hautement qualifiés, et certains emplois non routiniers peu qualifiés, a vidé de leur substance les emplois moyennement qualifiés. Ces derniers sont souvent occupés par des personnes appartenant à la classe moyenne. À l'avenir, selon l'OCDE qui aborde un débat aujourd'hui très nourri, de nombreuses nouvelles possibilités d'emploi devraient émerger avec la pénétration accrue des nouvelles technologies numériques (intelligence artificielle, apprentissage automatique, Internet des objets, etc.), mais de nombreux emplois sont encore susceptibles d'être automatisés ou profondément remaniés <sup>7</sup>.

Ces tendances dessinent une situation incertaine pour les travailleurs à revenu intermédiaire, notamment ceux qui occupent des emplois routiniers moyennement qualifiés, voire peu qualifiés. À cela s'ajoute le long déclin des gains de productivité et l'effritement de la part du travail dans la valeur ajoutée, observés dans de nombreux pays ; autant de facteurs qui pèsent sur le pouvoir d'achat de la plupart des familles à revenu intermédiaire.

## ***« Démoyennisation » occidentale, moyennisation du monde en développement***

Au cours des trois dernières décennies, les revenus des classes moyennes de l'OCDE n'ont quasiment pas augmenté et ont même stagné dans certains pays. Depuis le milieu des années 1980, les revenus intermédiaires ont augmenté beaucoup moins que les revenus supérieurs, et la crise financière mondiale a aggravé cette tendance. Parmi les ménages de la classe

---

7. Pour quelques perspectives, voir GORDON Robert J., *The Rise and Fall of American Growth: The U.S. Standard of Living since the Civil War*, Princeton : Princeton University Press, 2016 ; et BERGAEUD Antonin, CETTE Gilbert et LECAT Rémy, *Le Bel avenir de la croissance. Leçons du XX<sup>e</sup> siècle pour le futur*, Paris : Odile Jacob, 2018 (analysé in *Futuribles*, n° 429, mars-avril 2019, p. 115-116 [NDLR]).

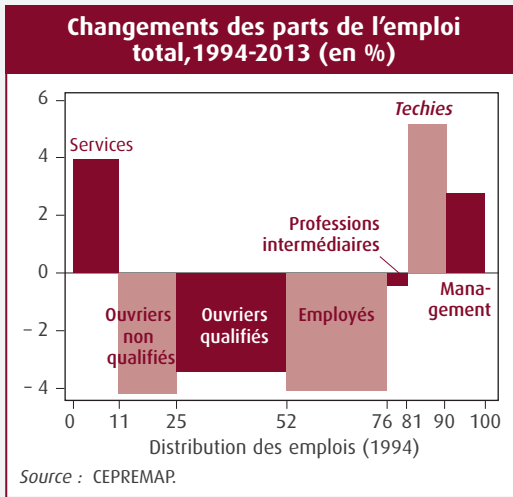


## POLARISATION DE L'EMPLOI EN FRANCE

En France, un ouvrage récent du CEPREMAP détaille le recul des emplois à salaire intermédiaire au profit des emplois à bas salaire et des hautes rémunérations<sup>1</sup>. Il s'agit d'étudier les variations de la structure de l'emploi en France entre 1994 et 2013 à partir des données annuelles déclarées par les entreprises sur leurs salariés. La conclusion est sans appel : les emplois

à salaire intermédiaire (techniciens de niveau intermédiaire, ouvriers qualifiés et employés de bureau) ont reculé au profit des emplois à bas salaire, souvent dans les services, et des emplois à haute rémunération (notamment les travailleurs formés aux technologies qui possèdent des compétences dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, surnommés « *techies* »).

Globalement, la part des professions à hauts et bas salaires a augmenté, alors que celle des professions à salaires intermédiaires a diminué. Dit de façon plus claire, les emplois de la classe moyenne se sont raréfiés ou ont même, pour certains, disparu, contribuant fortement au sentiment d'un déclasserement irréversible.

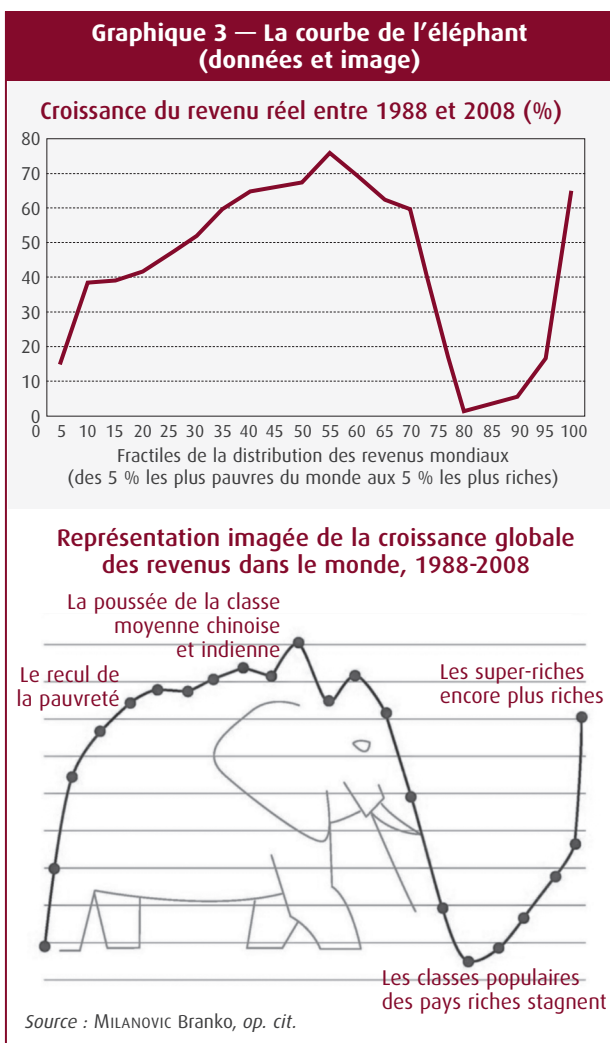


J.D.

1. RESHEF Ariell et TOUBAL Farid, *La Polarisation de l'emploi en France. Ce qui s'est aggravé depuis la crise de 2008*, Paris : CEPREMAP (Centre pour la recherche économique et ses applications), mars 2019.

moyenne, ceux au bas de l'échelle des revenus — les classes moyennes inférieures — sont plus susceptibles de souffrir de conditions de plus en plus instables.

Globalement, au cours des 30 dernières années, les revenus médians ont augmenté d'un tiers de moins que le revenu moyen des 10 % les plus riches. De plus, dans certains pays, la part des revenus les plus élevés a grimpé en flèche ; ainsi, aux États-Unis, la part du 1 % de revenus les plus élevés sur le revenu total a presque doublé au cours des trois dernières décennies, passant d'environ 11 % à 20 %. Par conséquent, l'influence économique de la classe moyenne et son rôle de centre de gravité de l'économie se sont affaiblis. Il y a 30 ans, en moyenne, dans la zone OCDE, le revenu agrégé de tous les ménages à revenu intermédiaire était quatre fois supé-



rieur à celui des ménages à haut revenu, c'est-à-dire ceux dont le revenu est plus de deux fois supérieur au revenu médian national. Aujourd'hui, ce rapport est inférieur à trois.

Dans le même temps, le taux de croissance des revenus intermédiaires dans les pays de l'OCDE a été inférieur à la croissance des revenus de la catégorie des revenus intermédiaires à l'échelle mondiale et de l'élite mondiale (qui correspond au 1 % les plus riches). La célèbre courbe dite de « l'éléphant », mise en avant par l'économiste Branko Milanovic, traduit cette tendance<sup>8</sup>.

Son ouvrage sur les inégalités mondiales, initialement publié en 2016 a fait grand bruit. Branko Milanovic y analyse notamment la redistribution du revenu mondial opérée sur une vingtaine d'années, entre la chute du mur de Berlin et la crise de 2008. Une courbe issue de ce travail est déjà passée à la postérité, la courbe dite de l'éléphant, parce que sa forme, décrivant la croissance du revenu moyen de chaque fractile des revenus mondiaux (des 5 % les plus pauvres au 1 % les plus riches), évoque celle d'un éléphant relevant sa trompe. Cette représentation stylisée (voir graphique 3) montre la croissance du revenu moyen (en ordonnées) des différents fractiles de la distri-

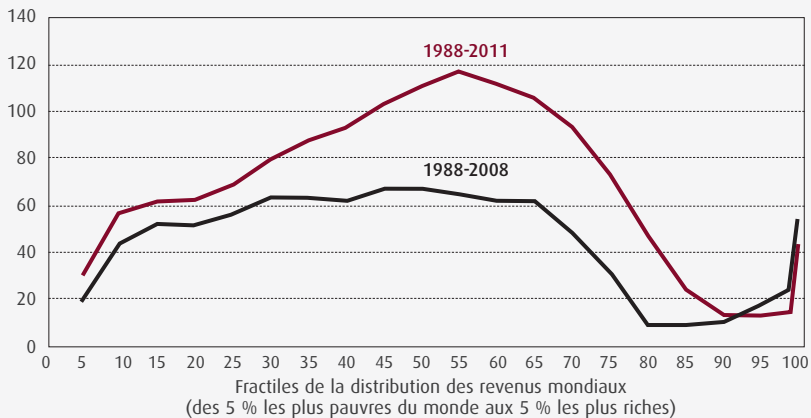
8. MILANOVIC Branko, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, Paris : La Découverte, 2019 (analysé en p. 112 de ce numéro).

bution mondiale des revenus (en abscisses), entre 1988 et 2008, dans 120 pays. La démarche montre l'extension de la classe moyenne mondiale, mais aussi l'attrition des classes moyennes occidentales. Leur revenu n'a pas autant crû que celui des autres catégories de la population. Ils ont même, pour certains fractiles au cœur des classes moyennes occidentales, stagné. Ceci entraîne un déclassement ressenti et un déclassement objectif par compression du pouvoir d'achat.

La courbe souligne ainsi également l'importance de l'augmentation des revenus parmi les plus riches (le célèbre 1 %). Un premier groupe de perdants, sur toute cette période, rassemble les 5 % les plus pauvres (toujours à l'échelle du monde), qui n'ont pas réduit leur handicap relatif puisque, même si leur revenu s'est accru, il l'a fait moins vite que le revenu global moyen. Branko Milanovic met l'accent sur un deuxième groupe de perdants très différent : celui des revenus situés entre le 80<sup>e</sup> et le 95<sup>e</sup> percentile — des revenus donc plutôt élevés à l'échelle mondiale (mais pas forcément à l'échelle des pays riches) — qui ont également progressé moins vite que le revenu global ; ils se sont relativement appauvris. Ce sont les classes moyennes des pays riches. Le sous-titre de l'édition française rend bien compte de ces tendances : « Le destin des classes moyennes, les ultrariches et l'égalité des chances ».

L'OCDE actualise la courbe de l'éléphant avec des données plus récentes, ajoutant des informations pour la période 2008-2011, période post-crise. Sur deux courbes, sur lesquelles on peut toujours repérer le profil d'un éléphant, on voit le contraste entre les fortunes des deux classes moyennes, à savoir la classe moyenne des pays en développement, présente essentiellement dans les pays asiatiques, et la classe moyenne des pays de l'OCDE. La tendance soulignée par Branko Milanovic entre 1988 et 2008 est encore accentuée si l'on ajoute trois années plus récentes.

**Graphique 4 — Actualisation de la courbe de l'éléphant : croissance du revenu réel (en %)**

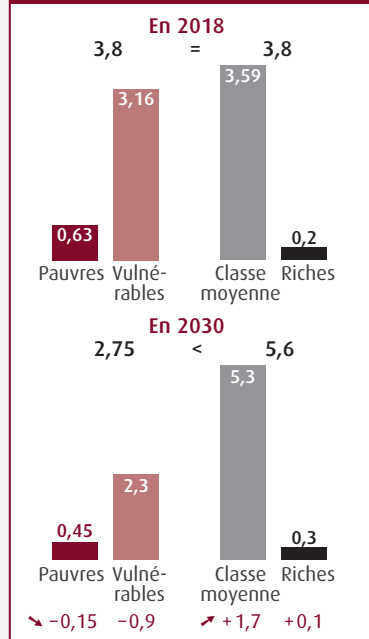


## UNE NOUVELLE STRATIFICATION SOCIALE MONDIALE

Bonne nouvelle, on le sait, l'extrême pauvreté dans le monde baisse rapidement. Des experts de la Brookings Institution mettent l'accent sur une autre dynamique positive : l'accès des populations à la classe moyenne. À ce titre, septembre 2018 aurait même marqué l'entrée dans une nouvelle ère pour l'humanité <sup>1</sup>. En effet, pour la première fois dans l'histoire du monde, plus de la moitié de la population mondiale appartient désormais à la classe moyenne ou à la classe favorisée. Au total, 200 millions d'individus sont riches, 3,6 milliards appartiennent à la classe moyenne, 3,2 milliards sont en situation fragile (vulnérables), 600 millions sont pauvres. En résumé, 3,8 milliards d'individus sont pauvres ou proches encore de la pauvreté ; 3,8 milliards en sont éloignés.

Tout est affaire de données, de planchers et plafonds délimitant les différentes catégories. La classe moyenne est ici approchée par une fourchette de capacités quotidiennes de consommation individuelle valorisée entre 10 et 110 dollars US. Si ces tendances devaient se poursuivre, la Brookings projette, à l'horizon 2030, 150 millions de pauvres en moins, un milliard de « fragiles » en moins et 100 millions de riches en plus. La classe moyenne gagnerait près de deux mil-

### Nombre de personnes pauvres, vulnérables, de la classe moyenne et riches dans le monde (en milliards)



liards de personnes. Les bouleversements sont considérables.

J.D.

1. KHARAS Homi et HAMEL Kristofer, « A Global Tipping Point: Half the World Is Now Middle Class or Wealthier », Brookings, 27 septembre 2018. URL : <http://www.brookings.edu/blog/future-development/2018/09/27/a-global-tipping-point-half-the-world-is-now-middle-class-or-wealthier/>. consulté le 29 juin 2019.

## Problème majeur : l'augmentation du coût de la vie

La classe moyenne est aussi un mode de vie. Celui-ci est généralement associé à certains biens et services et à certaines conditions de vie, comme un logement décent, une bonne éducation, et des services de santé de qualité et accessibles. Or, les prix des biens et services de consommation de base comme la santé, l'éducation et le logement ont augmenté bien plus

vite que l'inflation, tandis que les revenus intermédiaires ont crû à un rythme moins rapide que l'inflation. Vieillesse et nouvelles technologies médicales ont fait grimper le coût des services de santé. La course aux diplômes pousse les parents à investir de plus en plus dans l'éducation tandis que, dans le même temps, les services éducatifs sont devenus plus onéreux dans un certain nombre de pays (singulièrement pour ce qui relève de l'enseignement supérieur). La polarisation géographique des emplois fait monter le prix des logements dans les grandes zones urbaines, précisément là où se trouvent les emplois les plus intéressants.

Il s'ensuit un mode de vie de classe moyenne plus difficile à assurer ou à adopter que par le passé. Le logement, en particulier, est essentiel : avec environ un tiers du revenu disponible, en moyenne OCDE, il constitue le poste de dépenses le plus important pour les ménages à revenu intermédiaire, contre environ un quart dans les années 1990. Le logement est plus qu'un simple bien de consommation : dans de nombreux pays, l'appartenance à la classe moyenne est traditionnellement associée à la possession d'une maison, de sorte que la flambée des prix des logements a porté atteinte au sentiment même d'appartenance à la classe moyenne.

L'augmentation des dépenses consacrées au logement<sup>9</sup> et à d'autres biens et services réduit la capacité d'épargne et comprime les finances des ménages à revenu intermédiaire. En moyenne, dans les 24 pays européens de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, un ménage à revenu intermédiaire sur deux déclare aujourd'hui avoir des difficultés à joindre les deux bouts.

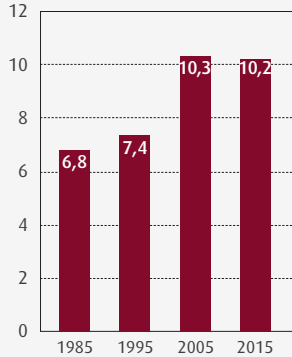
## Des risques socio-économiques et politiques

Au regard d'une croissance atone de leur revenu et de pressions croissantes sur leur budget, les ménages de la classe moyenne sont de plus en plus mécontents de la situation économique. Dans ce contexte, la stagnation du niveau de vie des classes moyennes dans les pays de l'OCDE s'accompagne de l'affirmation de nouvelles formes de nationalisme, d'isola-

9. Sur la pression française en termes de logement, pour les classes moyennes, voir DAMON Julien, « Le logement des classes moyennes en France : un déclassé objectif, subjectif et politique », *Environnement urbain / Urban Environment*, vol. 9, 2015. URL : <http://eue.revues.org/621>. Consulté le 29 juin 2019.

**Graphique 5 — Hausse du prix du logement**

Nombre d'années de revenu annuel nécessaires à l'achat d'un appartement de 60 mètres carrés dans la capitale ou le centre financier du pays, pour un couple à revenu médian avec deux enfants, en moyenne OCDE



Source : OCDE.

tionnisme, de populisme et de protectionnisme. Les sentiments accrus de vulnérabilité, d'incertitude et d'anxiété se traduisent par une plus forte défiance vis-à-vis de la mondialisation et des institutions publiques.

Selon l'OCDE, une classe moyenne forte et prospère est importante pour l'économie et la société dans son ensemble, notamment pour stimuler la consommation et les investissements dans l'éducation, la santé et le logement. Les impôts que paie la classe moyenne sont essentiels pour financer correctement la protection sociale. Les sociétés dotées d'une classe moyenne forte connaissent également une amélioration de la confiance sociale, une baisse de la criminalité et une plus grande satisfaction à l'égard de l'existence. Les données montrent que la classe moyenne contribue à la stabilité politique et à la bonne gouvernance.

Aujourd'hui, cependant, les ménages de la classe moyenne sont de plus en plus préoccupés par leur situation et par leur avenir. Tout d'abord, de nombreux ménages de classe moyenne considèrent les systèmes socio-économiques occidentaux comme injustes, étant donné que les revenus intermédiaires n'ont pas autant bénéficié de la croissance que les revenus supérieurs, ou les 10 % les plus riches. Ensuite, le mode de vie de la classe moyenne est de plus en plus onéreux. Enfin, les perspectives sur le marché de l'emploi sont incertaines pour de nombreuses personnes de la classe moyenne.

En réponse, l'OCDE plaide pour, dans chaque pays affecté, un plan d'action complet mobilisant un large éventail d'outils afin de s'attaquer à ces problèmes d'injustice, de dépenses inabordables et de vulnérabilité de l'emploi. Le problème est si important que l'institution en conclut qu'une stratégie valable, à l'échelle des membres de l'OCDE, nécessitera « une approche pangouvernementale impliquant toutes les parties prenantes, y compris la société civile et les partenaires sociaux ».

On pourrait résumer l'ambition par une formule plutôt alarmiste : « mobilisation générale » !

## ***Des perspectives plutôt pessimistes***

Le travail de l'OCDE aboutit à des constats assez noirs, tant en ce qui concerne les situations contemporaines qu'en ce qui a trait aux tendances à l'œuvre. Si le volontarisme de l'organisation internationale l'amène à plaider pour des révisions d'ampleur, tous azimuts, des priorités politiques des pays membres, on ne peut s'empêcher de penser que le déclassement devrait encore se poursuivre.

En termes démographiques et économiques, la tendance la plus importante est l'affirmation des classes moyennes dans les pays en développement, la grande majorité d'entre eux n'étant pas membres de l'OCDE, parallèle aux difficultés accrues des classes moyennes des pays riches, la majorité d'entre eux ayant rejoint l'OCDE.

Les transformations de la nature du travail et de la structure des rémunérations procèdent de trois décennies au moins d'ajustements et de basculements. Il serait, bien entendu, trop simpliste de projeter trois nouvelles décennies de tensions, vers toujours davantage de polarisation. Les constats de type OCDE alimentent d'ailleurs ces craintes. Il s'avère cependant difficile de discerner ce que pourraient être des ruptures dans ces dynamiques. Les virages dans les équilibres socio-fiscaux ne sont pas évidents, même si, il est vrai, l'attention est de plus en plus portée sur les classes moyennes : pour tenter de stabiliser leur situation et de calmer leurs inquiétudes dans les pays développés (par exemple, en France, avec l'extension de la prime d'activité) ; pour essayer d'accompagner leurs aspirations et de combler leurs besoins dans les pays en développement (avec des investissements conséquents dans la protection sociale et dans l'éducation). De fait, un grand sujet relève de cette concurrence de plus en plus explicite (voir à cet égard le conflit de puissance entre les États-Unis et la Chine) qui oppose les classes moyennes de l'OCDE avec celles de géants démographiques devenus des géants économiques.

La montée des populismes dans l'Union européenne ne saurait s'expliquer uniquement par ces complications accrues et par ces pressions sur les classes moyennes. Mais ces phénomènes y contribuent certainement pour une bonne part.

D'un point de vue global, rien ne saurait alimenter réellement de l'optimisme et des solutions aisées. À un niveau moins agrégé que celui de l'OCDE ou celui de chacun des États qui la composent, il n'en va pas forcément de même. Les dimensions géographiques sont particulièrement importantes. Si les classes moyennes sont les ni riches ni pauvres, elles sont aussi de plus en plus des catégories de population vivant sur des territoires qui ne sont ni huppés ni relégués. Des espaces — des villes moyennes par exemple — peuvent s'avérer bien plus propices, à l'avenir, pour les classes moyennes. Une partie de l'avenir des classes moyennes se jouera donc probablement à partir des politiques d'aménagement du territoire, pas uniquement par les politiques de revenus. ■

## FUTURIBLES INTERNATIONAL

## Table ronde

► **Au-delà des conflits, quel avenir pour le Moyen-Orient ?** Mercredi 18 septembre 2019, de 17h30 à 19h30. Avec Gilles Kepel, directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure, auteur de *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient* (Paris : Gallimard, 2018).

*Les abonnés de la revue Futuribles et les membres de Futuribles International ayant acquitté leur cotisation sont invités aux tables rondes.  
Une participation de 20 euros est demandée aux autres personnes.*

Contact : Aude Houguenague • Futuribles International  
47, rue de Babylone • FR-75007 Paris • Tél. + 33 (0)1 53 63 37 73 • Fax + 33 (0)1 42 22 65 54  
E-mail [ahouguenague@futuribles.com](mailto:ahouguenague@futuribles.com) • Site Internet [www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)

# Constructif

Des contributions  
plurielles aux grands  
débats de notre temps

## Qu'est ce que **Constructif** ?

**C**onstructif propose une tribune où s'expriment la richesse et la diversité des analyses, des expériences et des approches, avec comme unique parti pris le pluralisme des opinions. Réunissant des chercheurs et des acteurs issus de disciplines et d'horizons variés, *Constructif* traite de thèmes économiques et sociaux, dans une triple visée de synthèse, d'ouverture et de prospective.

Publiée depuis 2002 par la Fédération française du bâtiment, *Constructif* est diffusée trois fois par an. Elle est reproduite intégralement sur Internet.

Retrouver tous les numéros sur  
**[www.constructif.fr](http://www.constructif.fr)**

### À venir :

N° 54, octobre 2019 : L'intelligence artificielle

### Parmi les dernières publications

N° 53, juillet 2019  
La dépendance : problèmes et perspectives

N° 52, mars 2019  
Europe : quelles frontières ?

N° 51, novembre 2018  
La transparence dans la vie économique

N° 50, juillet 2018  
Entreprises : quels modèles demain ?



**Pour recevoir Constructif**

Adressez un mail à [contact@constructif.fr](mailto:contact@constructif.fr)

**FFB**  
FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT  
[constructif.fr](http://constructif.fr)